

Conseil politique :

Droit à la ville et territoires inclusifs

CONSEILLER·E·S POLITIQUES

Coprésident·e·s

Armand Béouindé, maire de Ouagadougou (Burkina Faso), président de l'Association des municipalités du Burkina Faso (AMBF), vice-président de CGLU pour l'Afrique

Claudia López, maire de Bogotá (Colombie)

Philippe Rio, maire de Grigny (France), coprésident de la Commission de CGLU sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains

Mohamed Aydi, adjoint au maire de Sfax (Tunisie)

Laia Bonet, adjointe à la maire de Barcelone pour l'Agenda 2030 et la transition numérique (Espagne)

Zinnur Büyükgöz, maire de Gebze (Turquie)

Carolina Cosse, maire de Montevideo (Uruguay)

Pedro del Cura Sánchez, maire de Rivas Vaciamadrid (Espagne)

Àstrid Desset, maire d'Anglès (Espagne), vice-présidente de l'Association des municipalités catalanes (ACM)

Carola Gunnarsson, maire de Sala (Suède), vice-présidente de l'Association des autorités locales et régions suédoises (SALAR), vice-présidente de CGLU pour l'Europe

Annie Christelle Limbourg, adjointe au maire de Libreville (Gabon)

Salvatore Martello, maire de Lampedusa (Italie)

Noraini Roslan, maire de Subang Jaya (Malaisie)

Catarina Vaz Pinto, adjointe au maire de Lisbonne (Portugal), coprésidente de la Commission culture de CGLU

Linda Voortman, co-maire d'Utrecht (Pays-Bas), coprésidente de la Commission de CGLU sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains



BRIEFING

Le Conseil politique sur le droit à la ville et les territoires inclusifs a développé son mandat en se focalisant sur le changement du récit portant sur la migration, et en encourageant les débats sur la façon de mettre en œuvre le droit à un logement adéquat pour tou·te·s.

Pour le mandat 2021, le Conseil politique continuera à renforcer le récit sur la mobilité et la migration, contribuant au changement de paradigme pour passer du concept de citoyens-citoyennes à celui de voisins et voisines au-delà des frontières.

Le Conseil politique plaidera également pour un agenda consolidé des droits dans la ville, en y incluant le droit à un logement adéquat pour tou·te·s, les droits culturels et les droits numériques, comme outils essentiels afin de ne laisser personne, ni aucun territoire, pour compte, et en tant qu'unique antidotes pour remédier à la montée des discours discriminatoires et xénophobes.